

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

Clermont-Ferrand, le 16 novembre 2010

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Eau, Environnement et Forêt

ARRETE N° 2010 / PREF 63 /

**portant prescriptions spécifiques à
déclaration en application de l'article
L.214-3 du code de l'environnement
relatives à la création d'un bassin d'orage
dans la zone de la Gerle commune
d'AMBERT**

Dossier N° 63-2010-00370

Le Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-6, R. 214-1 et R. 214-32 à 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 08/10/2010, présenté par la Commune d'Ambert, représentée par Monsieur le Maire CHEVALEYRE Christian, enregistré sous le n° 63-2010-00370 et relatif à la création d'un bassin d'orage dans la zone de la Gerle sur la commune d'Ambert ;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- documents d'incidence,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques.

CONSIDERANT que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier en date du 15 octobre 2010,

CONSIDERANT que le déclarant n'a pas émis d'avis sur le projet de prescriptions spécifiques en date 15 novembre 2010,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau grâce aux systèmes de régulation des rejets et de traitement des eaux d'écoulement générées par l'imperméabilisation de surface,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme,

ARRETE

Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la commune d'Ambert représentée par Monsieur le Maire CHEVALEYRE Christian de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

le projet de création d'un bassin d'orage - zone de la Gerle

et situé sur la commune d'Ambert. – parcelle 2, section AI.

Les travaux réalisés entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1o Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2o Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration

TITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 : Prescriptions spécifiques

2.1. Description générale du projet

- surface totale du projet : 15 ha,
- surface du bassin versant : 15 ha.

2.2. Descriptif technique

2.2.1. Traitement des eaux pluviales

Le bassin de rétention est dimensionné pour stocker sans débordement les eaux de ruissellement de toute pluie de retour 10 ans avant leur rejet à débit réduit dans le ruisseau la Gerle. Les ouvrages de rejet dans le ruisseau sont conçus de sorte à éviter toute érosion et permettre le libre écoulement des eaux.

Les eaux de ruissellement, issues des surfaces communes (voiries, espaces verts collectifs), sont évacuées par un fossé existant vers un bassin de rétention non étanche, ayant les caractéristiques suivantes :

- volume total de stockage : 2000 m³,
- hauteur d'eau maximale : 1,25 m,
- présence d'une cunette bétonnée en fond de bassin,
- dispositif de décantation bétonné avant rejet,
- orifice de sortie : PVC de diamètre 250 mm,
- vanne murale en sortie permettant de réguler le débit avec cloison siphonée,
- dispositif de surverse intégré à l'ouvrage de régulation,
- débit de fuite : 80 l/s,
- évacuation assurée vers le ruisseau par un tuyau de diamètre 800 mm.

2.2.2. Moyens de surveillance et d'entretien :

L'entretien courant du bassin est à la charge de la commune d'Ambert .

Pour l'entretien des espaces verts et du bassin, l'usage de pesticides et autres produits phytosanitaires est interdit afin de limiter une pollution du milieu récepteur.

Un manuel d'auto surveillance contenant les visites de contrôle, les interventions d'entretiens, les vérifications et les réparations éventuelles est tenu à jour et à la disposition des services compétents.

Article 3 : Information des services

Le pétitionnaire devra prévenir les services suivants, 15 jours avant le démarrage des travaux :

- L'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques): 04.73.92.86.47 (téléphone/fax)
- La Fédération Départementale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique : 04.73.90.47.08 (fax)
- Le Service chargé de la Police de l'Eau : 04.73.42.16.70 (fax)

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

L'entretien et la surveillance des installations est sous la responsabilité du pétitionnaire, toutefois en cas de session du réseau l'ensemble des prestations concernant le fonctionnement et la conformité du système seront reprises à la charge du nouvel exploitant. Le changement de responsabilité doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du service police de l'eau

Article 6 : droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune d'AMBERT où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et pour information à la Commission Locale de l'Eau SAGE DORE.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat du PUY-DE-DOME durant une période d'au moins six mois.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement à compter de son affichage à la mairie de la commune d'AMBERT.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,
Le maire de la commune d'AMBERT,
Le Directeur Départemental des Territoires

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée
à :

au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne,
au chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
au Président de la Fédération Départementale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique.

Fait à Clermont-Ferrand, le 16 novembre 2010

Le Directeur Départemental des Territoires

Le Directeur départemental

Alain TRIDON

